

L'Adresse

• (1240)

Fixe-t-il cet échéancier pour ensuite en arriver à une entente avec les provinces quant à la création d'un organisme de surveillance chargé de confirmer aux Canadiens que des progrès ont été accomplis?

Quoi qu'il en soit, cet engagement de créer une union économique—si souhaitable et si tardif soit-il—est-il compatible avec la décentralisation politique dont parle le gouvernement? Cet engagement est-il compatible avec la réglementation fédérale qui gêne l'établissement d'une véritable union économique au Canada?

Je pourrais poursuivre. De toute évidence, la question de la productivité et de la compétitivité fait aussi l'objet d'études à n'en plus finir. Pourtant, dans son discours du Trône, le gouvernement présente ces éléments au peuple canadien comme s'ils étaient nouveaux. Ce qui étonne, c'est que le gouvernement ait mis tant de temps à relever la nécessité, pour les Canadiens, d'être compétitifs.

Les connaissances jouent de toute évidence un rôle important dans toute initiative visant à nous rendre compétitif; pourtant, le gouvernement ne propose rien de précis. Il dit simplement: «Plus d'études, plus de commissions. Examinons ces questions. Étudions-les plus en profondeur. Peut-être, dans un lointain avenir, vous ferons-nous des propositions plus précises.»

Monsieur le Président, je fais valoir qu'à l'égard de toutes ces questions et d'autres, le discours du Trône ne présente pas au peuple canadien une politique précise ou une indication claire de l'engagement que ce gouvernement entend prendre dans l'avenir.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je voulais poser deux questions à mon collègue qui vient de faire une analyse assez perspicace de certains des problèmes que présente le discours du Trône.

À mon point de vue, le discours du Trône devrait être un document d'espoir qui inspire aux Canadiens une certaine confiance par rapport aux problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui.

J'ai deux questions. Tout d'abord, le député croit-il que les Canadiens qui souffrent terriblement de la situation économique actuelle au Canada ont quelque raison d'espérer à la suite de ce discours du Trône? Je veux parler des près de 5 millions de pauvres au Canada, dont la plupart sont des femmes et beaucoup sont des enfants.

Au moment où nous parlons, on relève au Canada deux millions d'assistés sociaux, dont environ 1,8 million comptent sur les banques d'alimentation pour se nourrir et dont 40 p. 100 sont des enfants, plus d'un million et demi de chômeurs et plus de 6 000 faillites ce mois-ci.

En fait, comparé à ce qu'il était l'année dernière, le nombre des faillites a augmenté de plus de 50 p. 100. Y a-t-il quelque espoir pour les Canadiens appartenant à ces groupes?

Voici ma seconde question: Étant donné que le déficit dépasse les 30 milliards de dollars—30,5 milliards en fait—et qu'il oscille autour de ce chiffre depuis plusieurs années, et étant donné que la dette s'élève à près de 400 milliards de dollars aujourd'hui contre près de 168 milliards en 1984, les Canadiens devraient-ils trouver quelque motif de confiance dans ce discours du Trône?

M. MacLaren: Monsieur le Président, je suis heureux que mon collègue de Saint-Boniface m'ait posé ces questions.

Il signale qu'il n'y a rien dans le discours du Trône qui puisse nous porter à croire que le gouvernement a trouvé les ressources nécessaires pour régler de façon efficace et urgente les problèmes très réels auxquels les gagne-petit et les pauvres font face, ni même qu'il s'engage à le faire.

Dans un pays aussi riche que le nôtre, beaucoup de femmes et d'enfants vivent dans la pauvreté. Pourtant, on ne trouve dans le discours du Trône aucune initiative visant à remédier à cette situation.

Comme il semble affectionner particulièrement les études, les commissions et les rapports, le gouvernement n'aurait-il pas pu offrir un examen de nos programmes sociaux? Le Canada devrait-il se diriger vers un système de revenu annuel garanti ou d'impôt négatif sur le revenu, si vous préférez l'appeler ainsi? Ne devrions-nous pas examiner la capacité de notre régime fiscal de fournir aux Canadiens qui vivent dans la pauvreté, comme mon collègue l'a si bien dit, les ressources nécessaires pour qu'ils puissent avoir une meilleure vie, et de leur donner la possibilité de mieux subvenir à leurs besoins qu'ils ne le peuvent actuellement dans cette économie que le gouvernement a créée?

L'économie axée sur la demande ne donne pas aux Canadiens les moyens dont ils ont besoin pour s'aider eux-mêmes. Il est grand temps, à mon avis, qu'on accorde la priorité à l'économie axée sur l'offre, économie dans laquelle le gouvernement reconnaît le rôle qu'il doit